Entretien avec Emine Sevim de l'association « BİRARADA » par Sümbül Kaya

Emine Sevim et Sümbül Kaya

Traducteur : Jean-François Pérouse

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ejts/6713>

DOI : 10.4000/ejts.6713

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Emine Sevim et Sümbül Kaya, « Entretien avec Emine Sevim de l'association « BİRARADA » par Sümbül Kaya », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 30 | 2020, mis en ligne le 30 novembre 2020, consulté le 23 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/6713> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ejts.6713>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mai 2021.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Entretien avec Emine Sevim de l'association « BİRARADA » par Sümbül Kaya

Emine Sevim et Sümbül Kaya

Traduction : Jean-François Pérouse

L'« Association pour la science, l'art, l'éducation, la recherche et la solidarité » a été créée pour mener des activités éducatives et de recherche au profit de la société et de la nature, des activités artistiques et culturelles, et pour soutenir les activités des personnes et des institutions ayant des objectifs similaires et pour renforcer cette solidarité existante. Elle rejette toutes les formes de discrimination et de violence fondées sur le sexe et l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la classe, les croyances, l'âge et le handicap. Elle soutient la production de connaissances critiques, un accès facile et égal à l'information conformément aux valeurs laïques, égalitaires, libertaires et aux principes universels de la science ; en outre elle vise à protéger la liberté académique dans toutes les conditions”¹.

- ¹ Sümbül Kaya : Vous avez certainement suivi ce qu'il se passe actuellement en France où on assiste à une mobilisation d'ampleur contre le projet visant les retraites, contre la réforme de l'assurance chômage adoptée à l'automne 2019 et contre les propositions contenues dans les rapports pour la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). La Revue EJTS a pris part à ce mouvement social en prévoyant un numéro spécial « en lutte » où nous pourrions intégrer les difficultés dans l'enseignement et la recherche dans d'autres contextes que celui de la France. Nous voulions aussi rendre visible votre travail en tant qu'association qui ambitionne de faire de la recherche autrement et qui s'engage pour la liberté académique dans le contexte turc. Je suis allée voir votre film à l'Atelier de Design de Kadıköy. Durant cet événement, un message de solidarité a été envoyé à la France avec l'intitulé « Pour l'Université Internationale, arrête-toi un moment, pense et rêve ». J'ai alors pensé que vous considériez que vos questions et celles de l'université française étaient liées.

- 2 *Commençons par vous si vous voulez. Vous aussi avez été exclue de l'Université en tant que signataire, vous aussi avez été l'objet d'un procès et avez vécu toutes ces épreuves. Pouvez-vous d'abord parler un peu de vous ?*
- 3 Emine Sevim : Je travaillais en tant qu'allocataire de recherche (*öğretim görevlisi*) au département de sociologie de l'Université Munzur. En 2016 quand cette campagne de signatures a commencé, je faisais parallèlement ma *Yüksek Lisans* [NDT : équivalent du master] à l'Université d'Istanbul. Chaque semaine, je faisais l'aller-retour à Istanbul et pour cette raison, je n'ai été mise au courant de cette campagne que tardivement ; c'est pourquoi je fais partie des signataires de la seconde vague [NDT : Celle de la pétition ouverte le 21 janvier 2016, la première, lancée le 10/01, ayant été close le 20 janvier]. Mais comme le gouvernement s'était mis à réagir très violemment à ces initiatives, mes camarades signataires ont préféré ne pas publier ma signature, comme j'étais encore étudiante en *Yüksek Lisans*. C'est la raison pour laquelle une instruction judiciaire n'a pas été ouverte contre moi ; en revanche j'ai été expulsée comme mes autres camarades. Très exactement en janvier 2017, au terme du décret-loi (KHK) n°686. Nous avions d'ailleurs alors bien compris que nous serions expulsés de l'Université Munzur et avons commencé à faire des choses avec les Académies de la solidarité.
- 4 La période juste après l'expulsion a été évidemment difficile. Il n'existait à Tunceli aucun espace pour espérer faire entendre notre voix. Comme j'étais inscrite à Istanbul, j'ai décidé d'y déménager aux environs d'avril-mai 2017. Et depuis cette date je m'y trouve. Nous nous sommes employés à faire face collectivement avec mes camarades à toutes ces épreuves. Vous connaissez bien-sûr les Académies de la solidarité² et la coordination judiciaire assurée par l'Initiative des Académiciens pour la Paix (BAK³). À présent nous avons formé un nouveau groupe. Après les acquittements [NDT : Survenus à partir de septembre 2019], nous avons constitué un collectif au sein duquel je suis active, pour le suivi des réponses à donner à la Commission de l'état d'urgence (*OHAL komisyonu*) et celui des pertes de droits comme celles constituées par la confiscation des passeports. Et en fait, le jour où vous êtes venue pour notre événement, nous allions faire dans la rue une conférence de presse avec le syndicat Eğitim-Sen à propos de la situation des universités en France et dans d'autres pays d'Europe. Mais nous n'avons pas pu le faire parce que ces derniers temps les pressions et interdictions contre les activités dans l'espace public allaient croissant. À cette époque, la préfecture d'Istanbul avait même interdit toute activité dans la rue pendant 10 jours. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes contentés d'envoyer un tel message durant la projection du documentaire.
- 5 *La conférence de presse était relative à la situation en France ?*
- 6 Oui oui. Nous suivons la réforme des retraites et celle de l'université en France. Nous sommes en contact étroit avec nos camarades de BAK France. Et le 5 mars, une action de solidarité internationale devait avoir lieu. C'est dans ce cadre que nous devions ce même jour lire nos messages de solidarité en français, allemand et anglais sous la forme d'une conférence de presse rendue à l'extérieur, mais nous n'avons pas pu le faire ce jour. Notre but était de faire savoir que nous soutenions les mobilisations là-bas et que nous étions solidaires de ceux qui se mobilisaient.
- 7 *Que pensez-vous des réformes en France ?*
- 8 Si vous voulez vraiment savoir, il existe parmi nous des avis divergents sur la question. Nous en discutons fréquemment entre nous. Autant que nous avons pu l'observer, il

semble en fait que les difficultés au sein de l'université aient commencé plus tôt en Europe. Par exemple la précarité, l'inégalité issue de l'extension du travail et de la rémunération par projet... La Turquie n'en était pas à ce stade... De même en ce qui concerne l'effet « plafond de verre » constaté pour les femmes universitaires quand il s'agit de monter dans la hiérarchie ; de même en ce qui concerne l'inégalité des rémunérations entre les sexes. Tout cela, nous l'expérimentons depuis très peu de temps. Cela dit, chez nous les pratiques anti-démocratiques atteignent un niveau incroyable bien-sûr. Nous ne pouvons faire nos recherches sans être l'objet d'ingérences. Certaines questions sont même devenues complètement intraitables. Tout particulièrement lors de la période de l'état d'urgence [NDT : OHAL : fin juillet 2016-mi-juillet 2018] des recherches ont été interrompues. Du point de vue des droits démocratiques, nous sommes dans une situation bien pire. Mais du point de vue de la sécurité de l'emploi et des positions académiques, l'Europe semble dans une position plus dure ; c'est en tout cas ce que nous observons. C'est pourquoi la réforme de l'université en France est un processus qui nous touche de près puisque tous ces bouleversements sont devenus des questions brûlantes en Turquie aussi. En effet il existe des statuts très différents avec des appellations comme *araştırma görevlisi*, 50/d ou ÖYP. Et ces statuts changent en permanence sous le coup de décrets d'application et autres interventions. Et les décrets-lois sortis ces derniers temps ont accéléré toutes ces mutations à un tel point que des évolutions réalisées pas à pas par les politiques néolibérales ont été ici imposées tout d'un coup. Nous sommes tous des gens qui luttent pour la situation des universités. Nous étions des universitaires critiquant le système alors qu'on n'en était pas encore à ce point. Mais les derniers bouleversements ont initié un processus beaucoup plus destructeur, plus dur et plus coûteux au niveau humain. En ce sens, les sentiments des camarades en France à l'origine de leur sérieuse mobilisation nous intéressaient de près.

9 *Pourriez-vous préciser un peu les changements survenus dans les statuts ?*

10 En ce qui concerne les allocataires de recherche (*araştırma görevlisi*), il y a en fait plusieurs catégories. Ceux-ci sont considérés comme constituant le segment le plus bas du personnel enseignant travaillant à l'université. Dans des conditions normales, nous autres allocataires nous commençons à travailler à l'université en passant nous aussi certains examens ; mais cependant, nous ne sommes pas considérés comme des fonctionnaires. À cet égard nous sommes victimes d'une perte de droits. Pour autant, nous ne sommes pas tout à fait des contractuels. En fait, nous avons un contrat renouvelé chaque année, mais nos droits sociaux ont subi des changements. Prenons l'exemple des ÖYP. Ces collègues gagnent le droit de travailler à l'université à la suite d'un concours national et ont des caractéristiques fixées par décrets d'application. Ces collègues sont dans l'obligation de travailler dans l'université où se trouve leur poste autant d'années qu'il leur a fallu pour faire leur doctorat. S'ils ne peuvent pas remplir ce contrat, ils signent une reconnaissance de dette de 100 000 LT et l'État leur réclame le paiement de cette somme. Cette caractéristique a pour conséquence que ces collègues sont constamment contrôlés et l'objet de pressions. En deuxième lieu, nous avons le statut « 50/d », autre type d'allocataire de recherche. Ce statut ressemble en fait au système prévalent en Europe. La personne commence à travailler à l'université jusqu'à ce qu'elle finisse sa thèse ; cependant, une fois qu'elle a terminé sa thèse, elle se retrouve complètement au chômage. La rémunération et la sécurité sociale de cette personne sont moins élevées. En outre, elle travaille avec le risque de se retrouver un jour ou l'autre au chômage. En dernier lieu, il y a un autre statut d'allocataire dit « 33/

a ». Dans ce cas, la personne commence à travailler à l'université au terme d'un examen organisé après publication de poste selon la procédure centralisée classique ; une fois admise, elle fait partie du personnel statutaire de l'université qui l'a recrutée. Ce statut, jusqu'à dernièrement, était considéré comme le plus sûr parmi les statuts d'allocataire, mais avec les décrets-lois récents, tous ces statuts ont commencé être confondus. Moi par exemple j'avais le statut « 33/a » ; certes je signais chaque année un nouveau contrat, mais c'était un peu une formalité. Une fois les examens requis réussis, vous travailliez comme titulaire. Ces statuts mis à part, il existait aussi avant un statut de maître assistant (*yardımcı doçent*), mais il a été supprimé. À l'heure actuelle, ceux qui terminent leur doctorat travaillent désormais en tant que « membre du personnel enseignant-docteur ».

- 11 *En quoi le fait d'être expulsée a impacté votre vie ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?*
- 12 Nous avons compris que nous allions être expulsés une semaine avant la décision effective, puisque ces procédures se font de manière groupée. Nous avons souhaité nous y préparer, mais il n'en fut rien. Puisque nous avons été chassés de notre lieu de vie aussi. Moi je vivais à Tunceli/Dersim et ma maison, mes affaires et mes livres s'y trouvaient. Mais ce lieu devint invivable pour moi. Je fus dans l'obligation de migrer. Lorsque je me suis installée à Istanbul, je n'ai pas apporté mes affaires et mes livres. J'ai loué juste une pièce, parce que je ne voulais pas en faire ma maison. Ce qui fut le plus pénible pour moi, ce fut d'abord tout cela. Cette période, pour le dire franchement, fut une période où tout avait perdu son sens et où j'interrogeais jusqu'au sens de la vie. C'est durant cette période que nous avons perdu un de nos amis du nom de Mehmet Fatih Traş, qui s'est suicidé⁴. Tout était pesant et difficile alors. Aussi je pense que ce qui a un peu amélioré notre vie ce fut notre solidarité. Ainsi, trois mois après être arrivée à Istanbul, j'ai été hébergée dans la maison d'une camarade qui ne pouvait pas retourner en Turquie parce qu'elle se trouvait en Allemagne quand elle a été expulsée par décret-loi comme moi. Comme elle ne pouvait pas rentrer en Turquie parce que son passeport avait été annulé, sa maison à Istanbul restait donc vide ; des voleurs y étaient même entrés à plusieurs reprises. C'est par l'intermédiaire d'une camarade commune que j'ai commencé à habiter dans sa maison. Ceci me fit du bien de fonder une telle communauté de sentiments... Nous étions des colocataires à distance. Cette entraide me fit du bien.
- 13 Et j'ai compris à ce moment combien il était nécessaire à chacun d'avoir un espace à lui. La première semaine après avoir déménagé chez Zeynep, j'ai passé une semaine à regarder ses souvenirs dans sa maison en pleurant. Ça a été je crois une forme de décharge pour moi. Parce que le fait que nous ayons été toutes deux obligées à émigrer me touchait profondément. Mais au bout d'une semaine, j'ai compris avec certitude que je ne voulais pas passer ces épreuves à pleurer. Et je me suis aussitôt ressaisie. Le matin, j'allais à la bibliothèque comme si j'allais au travail et le soir, je rentrais à la maison comme si je rentrais du travail. Je me suis aménagé ainsi une petite routine, cinq jours sur sept. Au total en l'espace d'un an, j'avais produit trois articles. Ceci me fit beaucoup de bien. Durant ce temps, nous avons commencé à organiser diverses activités dans le cadre des Académies de la solidarité. Mais alors même que j'avais remis les choses en ordre, survint une autre affaire. Des campagnes de lynchage furent entreprises dans les journaux et sur les médias sociaux, consistant en un dévoilement diffamatoire des universitaires pour la paix, tout spécialement ceux des universités dites de province, c'est-à-dire celles situées hors d'Istanbul, İzmir et Ankara. Moi j'ai été expulsée en

janvier 2017 ; la campagne a commencé en décembre 2017, soit près d'un an après. Quand j'étais à l'Université Munzur, je donnais un cours intitulé « Structure sociale de la Turquie ». En tant qu'allocataire de recherche, dans des conditions normales, nous ne devions pas donner de cours, mais on nous contraignait à faire les cours des enseignants qui ne les assuraient pas. Lors d'un de ces cours intitulé « Méthodes de la recherche en sciences sociales », nous essayons de travailler à partir d'un exemple. Je trouvais une entrée générale pour la classe et j'essayais de la faire travailler dans cette direction. Lors de mon dernier cours, un étudiant a filmé pendant une minute. Alors que je disais « les violations des droits des femmes au Kurdistan, voilà un sujet sur lequel il faudrait se concentrer de manière un peu plus objective », le cours se terminait. Cette vidéo a circulé sur les réseaux sociaux comme une preuve que je disais « Kurdistan » dans mes cours. Et cela a viré en campagne de lynchage. Ensuite le préfet du département et le président de l'université ont fait des déclarations officielles à ce sujet. Puis le secrétaire particulier du président de l'université, après avoir fait souligner mon nom dans la liste des expulsés du décret-loi dans tous ses comptes sur les médias sociaux, a lâché et diffusé mon nom. Alors que dans la vidéo il n'y avait que l'image et le son, lui il a donné mon prénom, mon nom de famille et mon numéro d'identité. Ces affaires nous ont pris beaucoup de notre temps. Autrement dit, franchement, j'ai vécu cette atroce campagne comme si j'étais expulsée une seconde fois. La dimension judiciaire a commencé dès lors pour moi, puisque sur la base de cette vidéo, j'ai fait l'objet d'une poursuite initiée par le département de Lutte contre le Terrorisme. Ce fut vraiment comme un cauchemar. Ensuite j'ai partagé ce qui m'arrivait dans le cadre de BAK et avec divers groupes de camarades. J'ai raconté la campagne de lynchage et de diffamation dont j'étais l'objet. Ensuite j'ai constaté que c'était presque banal pour les Universitaires pour la Paix : sélection tendancieuse d'une intervention à la radio pour l'un, vidéo hors contexte d'une bribe de cours ou passage d'un article paru je ne sais où... pour l'autre... D'ailleurs, vous connaissez Tuna Altinel⁵. Lui il est encore en train de faire les frais de ces pratiques... Ce type d'histoires tend à se faire de plus en plus nombreux.

- 14 *Après la décision du Conseil Constitutionnel (AYM) quelle est la situation des Universitaires pour la Paix ? Tout est rentré dans l'ordre ou est en passe de rentrer ? Avez-vous des espoirs de ce côté ?*
- 15 Voilà un sujet très discuté. En juillet 2019, l'AYM a rendu une décision. À la suite de celle-ci, nous avons eu de vifs débats. Nos camarades juristes se sont penchés sur les textes. D'abord il s'agit d'une décision tardive qui reprend ce que nous disions depuis le début. Cela prouve bien que tout était lié à des considérations d'abord politiques. En effet, depuis le début nous soutenions la chose suivante : si vous intentez un procès à ces 1 128 personnes pour le même motif et avec le même acte d'accusation, pourquoi donc est-ce que vous nous jugez individuellement ? Nous voulions premièrement un procès unifié. Et en deuxième lieu, nous voulions être jugés non pas sur la base de l'article invoqué [NDT : relatif à la lutte contre le terrorisme], mais sur celle de l'article 301 [NDT : relatif à la liberté d'expression]. Aucune de nos demandes ne fut prise en compte et les audiences se sont déroulées comme on sait. Tout cela, à l'évidence, pour nous diviser. Puisque, pour la même affaire, alors que d'un côté l'un était acquitté, parallèlement, l'autre écopait d'une peine de prison de 15 mois et un troisième même de plus de 2 ans... Autrement dit, chacun était traité de manière individualisée. Et nous payons encore le prix des conséquences de cette méthode. Aussi, pour en revenir à la décision de l'AYM, qui d'ailleurs n'a été prise qu'à la majorité, elle relève d'une

inflexion d'ordre politique. C'est pourquoi il nous fallait rester très prudents. Cependant ce fut évidemment une nouvelle réjouissante ! Et qu'on en finisse avec chacun de ces procès par une décision d'acquiescement était important. Mais tout cela nous a montré que cette affaire avait été conduite en divisant les personnes à la fois au plan politique, idéologique et pratique, en vue d'empêcher toute stratégie collective de notre part. Ce fut la même chose pour la question des passeports annulés. Actuellement, certains peuvent récupérer leur passeport, mais d'autres ne le peuvent pas. Et il n'y a aucune raison pour cela. Tout ça c'est complètement arbitraire. Il en va de même pour ce qui est du retour à nos fonctions initiales. Pour l'instant, nous avons un très gros problème : nous ne pouvons reprendre notre travail. Nous ne pouvons pas travailler. À l'heure actuelle, comme nous sommes des expulsés par décret-loi, nous ne pouvons toujours pas avoir un travail avec toutes les garanties (comme la sécurité sociale) ; même en dehors du secteur public, il nous est interdit de travailler dans une structure privée et de mener une quelconque activité éducative. Aussi nous essayons de faire quelque chose par nos propres moyens. Nos droits ont été confisqués, et parmi eux le plus important, celui de pouvoir retourner à notre travail. Sur ce point il n'y a aucune avancée. L'État a des réponses qui varient du tout au tout ; on peut s'attendre à tout : certains sont rappelés et réintégrés, certains sont réintégrés pour être licenciés le lendemain, d'autres voient leur requête refusée et ne sont pas appelés à réintégrer leur travail... Nous suivons tout cela.

- 16 *Est-ce que vous avez pu poursuivre vos recherches ? Vous nous avez dit que lorsque vous étiez dans la maison de Zeynep vous alliez à la bibliothèque. Mais après avez-vous pu continuer à le faire ?*
- 17 À cette époque ma motivation était la suivante : la solidarité entre nous est plus importante que tout et je ne me laisserai pas vaincre par la violence exercée contre moi. Je n'ai pas accepté les injonctions du type « Ceux-ci, qu'ils arrêtent de produire, de penser et de travailler » et, forte de cette motivation, j'ai poursuivi mes travaux. Mais après l'épisode de la vidéo dont j'ai parlé, je ne fus pas gardée dans l'université où j'étais inscrite en thèse. De façon informelle, on ne m'a pas autorisée à finir ma thèse dans cette université et j'ai dû changer d'université. Conformément au règlement, il me fallait abandonner le sujet sur lequel je travaillais et m'inscrire avec un autre sujet ; ceci, malheureusement, je n'ai pu le faire que dans une université privée. Cependant, tout compte fait, j'ai pu terminer ma *yüksek lisans* et produire un certain nombre de travaux de recherche. Ça c'est pour la dimension « universitaire », mais le domaine qui m'importait le plus et pour lequel j'étais prête à dépenser presque toute mon énergie, c'était, au-delà des considérations de carrière, ce que nous essayions d'élaborer collectivement. Ce travail a commencé en fait avant même BİRARADA. Parce que nous avons créé BİRARADA au terme d'un processus précis. Nous organisions des workshops communs avec les Académies de la solidarité de toutes les villes. Nous faisions des recherches sur l'état des universités à travers le monde, sur les nouvelles formes alternatives d'enseignement. Je donnais un peu la priorité à ces travaux entrepris avant BİRARADA. Par exemple à cette époque, je faisais des choses avec les « Sans Campus » : histoire sociale du capitalisme, histoire de l'Empire ottoman à nos jours, littérature, questions sociales..., autant de sujets sur lesquels nous avons conduit plusieurs sortes de travaux.
- 18 *Qui sont les « Sans Campus » ?*

- 19 C'est aussi une des Académies de la solidarité. Ces académies sont créées sous des noms qui peuvent varier. Par exemple, l'Académie de la solidarité d'Eskişehir se désigne elle-même comme « l'École d'Eskişehir ». Les « Sans Campus » sont une de ces structures. Actuellement, je ne conduis pas de travaux avec eux, mais on peut dire au moins qu'ils ont ouvert la voie, sinon à BİRARADA, du moins à certains d'entre nous. Je pense en effet que dans les temps qui courent c'est au sein de ces structures collectives que sont développés les travaux de plus grande qualité. Par exemple, actuellement, avec un groupe de nos camarades, nous préparons un programme de cours. Lectures universitaires critiques... Par-là, que nous retournions ou non à l'université – dans ce cas, cela se fera hors-les-murs –, nous élaborons un programme de cours de 13 semaines consacré à l'histoire, à la sociologie, voire à l'économie politique des universités. Notre méthode de préparation est à mon sens des plus motivantes. D'abord nous déterminons un titre et des lectures. Nous faisons un appel ouvert et nous nous réunissons en ligne, compte tenu des conditions présentes. Nous déterminons le contenu tous ensemble, plus exactement nous formulons des questionnements. Ceux-ci servent à la fois de questions de travail et de questions qui feront l'objet d'explications en cours. Ceci mis à part, ces temps-ci je vais essayer de préparer mon inscription en thèse pour le mois de juin. Malgré tout, j'accorde de l'importance aux lectures, à l'écriture et à la production et, autant que possible, je m'efforce de travailler dans cette direction.
- 20 *Quels sont les objectifs de l'association BİRARADA ? Pouvez-vous présenter un peu votre association ?*
- 21 C'est le résultat d'un processus qui débuté avant l'apparition de l'association et une affaire pour laquelle nous avons dépensé beaucoup d'énergie mentale. BİRARADA est une association que les Académies de la solidarité ont créée toutes ensemble. Fondamentalement, l'association met l'accent sur la production et le partage libres du savoir, autrement dit sur la mise au service de la société de celui-ci. En outre, et c'est aussi essentiel de notre point de vue, l'objectif est d'assurer une entraide universitaire, professionnelle, sociale et même parfois économique, mais aussi – et c'est le plus important – une entraide politique. Là réside peut-être le plus crucial des rôles assurés par l'association BİRARADA. Enfin, même si cela peut paraître encore un rêve, nous essayons de mettre en place un institut autour des questions que nous avons commencé d'ores et déjà à travailler. Nous voudrions nous constituer en un institut où à la fois nous pourrions produire librement des connaissances, où nous chercherions des voies alternatives pour un partage de celles-ci, des voies plus sociales. En ce qui concerne ce projet, les initiatives sont encore très limitées. Nous en sommes au stade de la réflexion préalable. Nous essayons d'entrer en contact avec des structures qui s'apparenteraient à ce projet. Nous venons dernièrement d'avoir des échanges avec un groupe dénommé « Research Institute on Turkey ». Nous avons pris connaissance de cette expérience qui a pris la forme d'une sorte de coopérative. Nous discutons un peu de tout cela. Peut-on devenir une coopérative pour l'éducation ? Ou alors un institut ou quelque chose comme ça ? BİRARADA, créée officiellement en 2018, est fondamentalement une association qui travaille à produire des connaissances et à développer des solidarités.
- 22 *Quel type d'activités organisez-vous ?*
- 23 Au début on a programmé des séminaires. Nous organisons des séminaires ciblés qui à la fois touchaient des questions sociales et étaient assurés par des personnes en capacité de transmettre leurs connaissances dans le champ concerné. Et puis il y avait

le Groupe pour une Nourriture verte. Dans ce groupe, des réunions mensuelles ont été organisées sur l'alimentation saine, sur les expériences d'un certain nombre de coopératives, sur le partage des connaissances. C'était une manière d'essayer d'établir des liens avec les mouvements écologistes. Ces activités continuent. Quant aux séminaires de BİRARADA, ils ont évolué un peu de la manière suivante. Les problèmes en Turquie sont sans fin et touchent à des domaines très divers... Nous, nous avons tenté d'initier des débats autour de certains de ces sujets d'actualité. Par exemple, avant la pandémie, nous avons organisé une réunion sur le projet Kanal İstanbul. Bien sûr, les ressources de BİRARADA sont partiellement tributaires des fonds mis à disposition dans le cadre de projets. Nos finances ne tiennent que grâce à des dons et des aides d'institutions internationales liées à l'Union européenne.

24 *Les aides continuent à l'heure actuelle ?*

25 Nous ciblons nos demandes de fonds en fonction des activités projetées. Jusqu'à présent deux projets financés ont été conduits. Il y a un autre projet pour lequel nous venons de candidater et dont nous attendons les résultats. Si la réponse est positive, cela nous permettra de travailler pendant un an et demi. Malgré tout pour l'instant, nous ne sommes pas une association qui génère ses propres ressources et en mesure de se maintenir par elle-même ; nous sommes une association encore toute jeune. Cela mis à part, chaque membre, après discussion, a la possibilité de conduire dans l'association les activités qu'il souhaite. Nous faisons toujours les lectures académiques critiques, sous le label BİRARADA, mais nous ne les faisons plus seulement entre membres de l'association ; des non-membres peuvent participer.

26 *Quelle est la différence entre BİRARADA et les Académies de la solidarité ? Au niveau des travaux conduits et des activités ? Pouvez-vous nous l'expliquer ?*

27 Les Académies de la solidarité sont en fait des organisations locales. Par exemple, si l'on regarde Kocaeli Dayanışma Akademisi, cette académie se caractérise par des dynamiques qui sont propres à Kocaeli. Ainsi là-bas les syndicats, les chambres professionnelles et les universités travaillent plus en synergie. Il s'agit d'un groupe plus restreint en termes quantitatifs. Ils peuvent se réunir plus vite, s'organiser et réagir plus vite. C'est pourquoi l'Académie de la Solidarité de Kocaeli est une organisation adaptée à son environnement local. Par exemple, moi je suis membre de l'association BİRARADA et pas de l'Académie de la Solidarité de Kocaeli qui est une structure qui s'adresse plus à ceux qui vivent là-bas, aux gens de là-bas. Alors que des gens de tous les départements peuvent être membres de BİRARADA et qu'il n'est pas nécessaire d'être un Universitaire pour la Paix ou membre d'une Académie de la solidarité. Ce qui n'est pas le cas pour les Académies de la solidarité, pour lesquelles il faut être engagé dans un environnement spécifique. Une autre différence tient au fait que ces académies conduisent des travaux propres à un environnement singulier. Par exemple, celle d'Eskişehir, et cela dès le début, alors qu'il n'existait par ailleurs aucune Académie de la solidarité, a commencé à organiser des enseignements – sous le nom de « cours de la solidarité » – et à les assurer régulièrement. Ainsi elle va assurer son 83^e cours la semaine prochaine. À part ça, toujours à Eskişehir, un café (*Uçurtma Kafe*) a été créé et même un groupe de musique du nom de « Chanson pour la paix ». Nos camarades à Ankara ont fondé une coopérative enseignante. Ils ont commencé à faire cours en ligne. Les premiers temps après l'ouverture, diverses activités étaient assurées avec un programme de cours dense et une forte participation étudiante. Ils se sont constitués en coopérative et ont désormais même la capacité de publier ; ils s'efforcent d'utiliser

au mieux les opportunités offertes par la forme « coopérative ». À Izmir une association a été créée ; là-bas par exemple il existe une synergie avec la Fondation turque des Droits de l'Homme (TİHV). Dans chaque région, les Académies de la solidarité travaillent en relation avec les institutions de la société civile de l'environnement dans lequel chacune se trouve. BİRARADA, de façon un peu différente de ces dernières, est apparue au terme de débats communs menés dans toutes les Académies de la solidarité, comme « une création commune ». Pour autant, dans les faits, nous n'avons pu entièrement jouer ce rôle. Une association commune a été créée, mais toutes les Académies de la solidarité n'ont pas pu être très activement impliquées par la suite. Et ainsi BİRARADA, de façon centrée sur Istanbul, conduit indépendamment ses propres travaux.

- 28 *Vous essayez de produire des méthodes alternatives d'éducation et de recherche. Que pensez-vous et quelles sont vos discussions à ce propos ?*
- 29 En ce qui concerne l'éducation alternative, nous avons mis en question le terme « alternatif » en lui-même. Nous ne disons pas « alternatif », nous disons « Une autre Université ». Ces réflexions ont d'abord été conduites au cours des ateliers des Académies de la solidarité. De mars 2017 à 2018, nous avons organisé quatre ateliers. Lors de notre premier atelier, nous avons essayé de comprendre les efforts de ceux qui – dans le monde entier et en Turquie, purgés de l'université à notre manière, tenus en marge –, ont recherché des voies pour continuer à travailler, de l'extérieur. En Turquie, avant nous, il y a des expériences comme Bilar et Bilsak⁶. Nous nous sommes aussi intéressés à ceux qui avaient été chassés de l'université à la suite de la « Pétition des Intellectuels », au lendemain du coup d'État de 1980. À part ça, à l'étranger, il semble qu'en Amérique latine, ces problèmes aient existé plus intensément qu'ailleurs. Un de nos camarades a fait quelques recherches sur ce cas, sur la manière dont là-bas l'éducation s'est développée comme un mouvement social et sur les réalisations concrètes de ce dernier... Ainsi on a diversifié les exemples. Lors d'une séance, on a examiné le cas de New School aux États-Unis. Puis certains exemples en Grèce. On a commencé ainsi ; mais alors on a pris conscience du fait qu'il nous manquait quelque chose, la dimension pédagogique. Comment peut-on donner une éducation ? Comment pouvons-nous faire, qu'il s'agisse des relations entre nous ou de la publicisation de l'enseignement ? Dans le cadre de ces recherches, nous avons organisé un atelier sur la pédagogie, en commençant par la « pédagogie des opprimés » du célèbre Paulo Freire. Des présentations ont été assurées sur Freire et certaines expériences en Union soviétique ainsi que sur l'œuvre *Théâtre des Opprimés* d'Augusto Boal. La pédagogie féministe comptait aussi parmi nos sujets de débats notables. Nous avons essayé de l'analyser. De la sorte, les débats entre nous furent stimulés. Ensuite, nous avons organisé des ateliers pour voir comment appliquer tout cela. Il s'agit là de questions fondamentales. Nous n'avons pas été en mesure de mettre en application quoi que ce soit de correct à ce niveau. Mais même déjà discuter de tout cela nous fait du bien. Bientôt aura lieu la quatrième réunion de notre groupe « Une autre Université » : « Comment organiser l'espace d'une telle université ? », « Quelle est la différence entre université et académie ? », « Quel doit-être l'enseignement dans une telle structure ? », voilà les questions dont nous discutons. La dernière chose que nous projetons, c'est une session où nous discuterions des frontières entre disciplines et des fondements historiques de celles-ci, voire des moyens de dépasser ces frontières. Nous continuons à chercher, nous expérimentons à un niveau très élémentaire.

- 30 *Vous avez des travaux différents les uns des autres. Cette particularité influence-t-elle le mode de gestion de l'association ? Comment les décisions sont-elles prises ?*
- 31 *Ça c'est une question un peu délicate. Comme vous pouvez l'imaginer, c'est un domaine très discuté. Je peux même dire aisément que c'est un domaine que j'aborde avec le bagage des problèmes que j'ai affrontés lorsque je travaillais à l'université. La définition des fonctions des allocataires de recherche dans les universités est très vague. De fait, c'est un peu comme le désire le chef du département... En conséquence, la différence des expériences que nous avons eues se ressent dans notre travail actuel. Comme j'ai eu à souffrir de ces situations floues, je souhaite qu'ici les responsabilités des uns et des autres soient définies, même grossièrement. Il en fut ainsi après la création de l'association. Celle-ci est placée sous l'autorité de la Direction des Associations du département. Toutes les obligations afférentes au statut d'association, comme la rédaction des statuts, la tenue régulière des minutes des réunions sur un cahier, l'enregistrement des membres de l'association, sont prises en charge très inégalement ; ce qui explique que certains finissent par être irrités. Le fait qu'il y ait des postes rémunérés dans l'association fut à l'origine de débats. Puisqu'il a fallu expliquer ce que faisaient et allaient faire ces postes rémunérés. Parce qu'autrement on peut en arriver à une situation où certains ne font rien et d'autres font tout le travail. Sur ces questions nous avons vécu de vifs débats, malheureusement. Sinon, notre approche est à tout moment la suivante : le partage dans la transparence de la rédaction des minutes des réunions concernant par exemple le budget, les décisions et les projets et la participation de tous à ces tâches. Ceci, à mon avis, nous distingue singulièrement. Quelles que soient les circonstances et le sujet, personne ne cache rien à personne. On n'empêche personne de participer et chacun peut dire ce qu'il souhaite. Ceci mis à part, je peux ajouter, parmi les aspects positifs, que nous avons des personnes qui travaillent à temps plein grâce aux financements sur projet obtenus. Dans ce cas, on s'emploie à trouver un équilibre et l'entraide matérielle est assurée sur la base de ce même financement. Nous n'avons pas dérogé à ce principe jusqu'à présent. Depuis deux mois, nous travaillons sur les mécanismes de prise de décision et sur la nécessité d'assurer l'ouverture et la transparence de l'association sans la mettre en péril ; à mon sens, nous sommes arrivés à trouver une bonne formule. La question du consensus et de la rotation des responsabilités est discutée. L'idée est de mettre en place des mécanismes empêchant la spécialisation dans une seule tâche, pour éviter l'apparition d'une hiérarchie fondée sur une spécialisation des savoirs. Ça fait partie des questions sur lesquelles on se penche. J'espère qu'on va arriver à appliquer ces principes. Ça c'est mon avis personnel, mais je pense qu'il est possible de considérer que ces questions sont à l'origine de la totalité des inégalités que nous vivons dans les universités. Personnellement, je ressens la hiérarchie fondée sur l'âge. La hiérarchie des sexes je ne l'ai pas trop éprouvée jusque-là parce que j'appartenais à un groupe actif de femmes. Quand ce type de tendance se faisait sentir nous pouvions intervenir. En revanche, la hiérarchie des âges ou bien celle des statuts à l'université je l'ai vécue. J'espère qu'ici nous pourrions les dépasser.*
- 32 *Est-ce que de quelconques pressions s'exercent sur l'association ? Est-ce que vous pouvez faire librement ce que vous souhaitez ? La situation politique du pays vous influence-t-elle négativement ? Si c'est le cas, comment réagissez-vous ? Pratiquez-vous l'auto-censure sur certaines questions ?*

- 33 Voilà une excellente question. Ces pressions on les ressent sur deux plans. Le premier a trait aux démarches administratives requises par l'État. À ce niveau, des organisations comme la nôtre, peuvent recevoir des amendes pour des raisons très insignifiantes. Par exemple au sujet du cahier de minutes des réunions : pour une page manquante, pour la façon dont le cahier est tenu (ce qu'il faut noter, où le noter et comment), ou à cause d'une information non communiquée au « Bureau des Associations »... Il y a des organisations qui sont confrontées à ces problèmes de façon encore plus grave que nous, comme par exemple Kaos GL. L'État exerce en permanence des pressions à ce niveau. Comme nous en sommes conscients, nous travaillons avec des comptables et des avocats. Et nous tenons bien régulièrement ces cahiers, de façon à ne pas prêter le flanc aux critiques et à opérer conformément aux règles en vigueur. À ce niveau, c'est la seule mesure que l'on prend ; d'ailleurs on ne peut pas faire autre chose. Mais en ce qui concerne les pressions d'ordre politique, deux mois après la création de l'association nous avons été confrontés à un de ces problèmes. Cette association est pleine d'Universitaires pour la Paix expulsés ou non et d'universitaires peu favorables au gouvernement en situation exposée dans leur université. Deux mois après la création de l'association, une décision a été rendue par le « Bureau des Associations ». Il a été exigé de tous nos membres que leur adresse, leur numéro de téléphone et leur numéro d'identité fussent enregistrés dans la base du Bureau. On a discuté de ça entre nous. Pourquoi l'État fait-il une telle chose ? S'il le veut d'ailleurs, il peut aisément accéder à ces données ; aussi est-il un peu inquiétant qu'il nous demande à nous de fournir ces informations aussi basiques que l'adresse personnelle. Après discussions en interne, consultation d'avocats et après avoir demandé l'avis de chacun de nos membres, on a fini par se dire que si nous ne le faisons pas nous allions prendre une amende. Nous étions obligés. Aussi n'avons-nous pas livré de combat sur cette question. Malheureusement les défenseurs des droits avaient déjà tellement de travail, vu l'époque... et nous n'étions pas très familiers de tous ces sujets. Ensuite nous avons établi des liens avec la Fondation pour les recherches sociales et même avec la municipalité de Kadıköy. Depuis l'été dernier nous produisons une série de travaux qui sont dans nos compétences en collaboration avec cette municipalité et selon moi c'est vraiment important. À part ça, nous avons commencé à suivre les travaux de la plateforme des défenseurs des droits en Turquie qui comprend des institutions comme İHD, TİHV ou Hafıza Merkezi. De telle sorte, quand des problèmes de ce type apparaissent, nous savons au moins à qui et où s'adresser pour demander conseil. Au début nous ne le savions pas. À mon avis ces contacts sont importants. S'il nous arrive la moindre chose, ces institutions nous permettront de rendre publique notre cause et de faire valoir nos droits. Je ne sais pas si c'est nécessaire de le préciser, mais l'association n'a pas de prétention d'ordre politique. Nous avons certains débats sur des sujets précis, mais nous ne nous engageons pas dans le registre de la défense des droits. Nous ne développons pas de discours d'ordre politique. Par exemple, quand la crise du Corona virus a commencé, j'ai proposé en conseil de gestion de faire une déclaration publique à ce sujet. Les étudiants étaient négativement impactés, les travailleurs continuaient à aller au travail, et notre vie était exposée aux risques... Dans ce contexte, nous ne savions pas ce que nous ferions si la police venait frapper à notre porte pour nous placer en garde à vue. Nous sommes confrontés à ce genre de problème. J'avais ainsi proposé de préparer un petit texte expliquant tout cela publiquement et formulant nos revendications ; mais cette suggestion n'a pas été acceptée. Il est admis que comme nous sommes un groupe hétérogène composé de personnes aux opinions

politiques variées, on se tient éloignés de tout discours politique. La ligne sur laquelle se positionne BİRARADA est donc la suivante : celle d'une institution qui promeut la solidarité universitaire mais qui n'a pas de prétention d'ordre politique, d'une institution qui a certains débats en interne et qui se maintient par le biais de financements sur projet.

34 *Si vous avez le soutien de la municipalité de Kadıköy, cela ne constitue-t-il pas un lien politique ?*

35 En effet. C'est une municipalité CHP depuis des années qui s'est distinguée ces derniers temps par de sérieuses performances. Nous nous sommes rendus à la municipalité de Kadıköy avec certaines propositions en disant : « Nous sommes une association de ce type. Nous comptons en notre sein des universitaires qui travaillent sur telle et telle questions : particulièrement sur le genre, les migrations, les profils de ville, la vieillesse ; nous pouvons conduire des recherches pour vous et travailler avec vous sur certains de ces aspects. » Et ils ont accepté parce que cela répondait, je crois, à certains de leurs besoins. Ils n'avaient pas vraiment d'équipe à disposition pour conduire ce genre de travaux. Et nous avons juste comblé cette lacune. Ensuite cette relation s'est développée. Au cours de la pandémie, les choses ont été comme suspendues, mais ils restent ouverts à l'idée d'activités communes et aux propositions. Par exemple, nous avons pu demander un bus à la municipalité pour nous rendre au procès de Tuna, ce qu'elle a accepté de faire.

NOTES

1. Voir le site Internet de l'association : <http://biraradadernek.org>

2. Les académies de la solidarité ont été créées dans différentes villes pour proposer des espaces alternatifs à l'université, en vue de permettre le maintien sans entrave d'une formation et d'une éducation.

3. Le collectif "Universitaires pour la paix" (BAK) a été fondé en novembre 2012 à la suite d'une déclaration soutenant les demandes de paix des prisonniers kurdes en Turquie alors exprimées à travers une grève de la faim. Aujourd'hui, ce que l'on appelle les Universitaires pour la paix sont les signataires de la pétition "Nous ne serons pas complices de ce crime !", rendue publique en janvier 2016. Site web des universitaires pour la paix : <https://barisicinakademisyenler.net/English>

4. Mehmet Fatih Traş est un universitaire qui avait été limogé de la faculté d'économie et des sciences administratives du département d'économétrie de l'Université de Çukurova après avoir signé la pétition pour la paix.

5. Tuna Altinel est un mathématicien de l'université de Lyon I, signataire de la pétition pour la paix qui s'est fait arrêter et incarcérer lors d'un séjour en Turquie avant d'être acquitté en janvier 2020.

6. Ces sont des ateliers culturels et artistiques qui ont été créés à partir des années 1980.

AUTEURS

EMINE SEVİM

Emine Sevim, âgée de 36 ans, membre de l'association BİRARADA (Bilim, Sanat, Eğitim, Araştırma ve Dayanışma Derneği), est actuellement doctorante en sociologie sur la transformation des universités en Turquie.